

BUREAUX : RUE NAIN, 4

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES: 20 centimes la ligne Réclames: 25 centimes — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, chez le gérant du journal, rue Nain, 4; A Lille, chez M. Béghin, Libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez M. Havas, Laflotte-Buillier, 4, place de la Bourse; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 15, 7 02, 8 17, 9 47, 11 37, m., 12 24, 1 56, 3 39, 5 11, 6 45, 7 33, 8 32, 9 33, 11 11, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 49, 4 58, 5 38, 8 13, 10 22, 11 35, s. Lille à Roubaix, 5 20, 6 55, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 05, 5 20, 6 55, 8 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 08, 6 53, 8 08, 9 41, 11 28, 12 15, 1 47, 3 37, 5 02, 6 06, 7 21, 8 23, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 6 35, 7 50, 9 22, 11 10, 11 57, 3 13, 4 42, 5 49, 7 02, 90

BOURSE DE PARIS	
DU 3 FÉVRIER	
2 0/0	58 20
4 1/2	84 00
Emprunt 1872 (5 0/0)	93 30
Emprunt 1871	92 10
LU 4 FÉVRIER	
2 0/0	58 50
4 1/2	84 40
Emprunt 1872 (5 0/0)	93 65
Emprunt 1871	92 50

ROUBAIX, 4 FÉVRIER 1874

BULLETIN DU JOUR

Le Journal officiel contient de nouvelles nominations de maires et d'adjoints. Aucune de ces nominations ne concerne le Nord. On remarque surtout le remplacement de M. Rameau, maire de Versailles et député, par M. Hanc-belle; on sait que M. Rameau vote toujours à la Chambre avec la fraction la plus avancée du parti radical et il était difficile au gouvernement de maintenir à la tête de la municipalité de Versailles un adversaire aussi prononcé.

Le gouvernement voulant appliquer strictement la loi adoptée par la chambre nommera tous les maires des communes de France; c'est-à-dire que les officiers municipaux en exercice qui seront maintenus dans leurs fonctions devront être confirmés dans leur poste par un décret ou par un arrêté; c'est ainsi que dans les listes publiées par le Journal Officiel se trouvent un grand nombre de maires et d'adjoints déjà institués par le suffrage universel et auxquels une nouvelle investiture est accordée par le gouvernement.

C'est encore M. Lockroy qui a occupé hier le début de la séance de l'Assemblée; M. Charreyron avait fait remarquer avant-hier que, dans le compte-rendu sténographique des débats de la chambre publié par le Journal Officiel, les phrases qui avaient motivé le double rappel encouru par M. Lockroy avaient été notablement modifiées; celui-ci est monté à la tribune pour confesser le fait, mais en ajoutant qu'il n'avait qu'usé d'un droit reconnu à tous les députés, M. Buffet lui a répondu avec juste raison que, si l'on accordait en général aux orateurs la faculté de réviser leurs discours, on ne pouvait admettre qu'ils puissent changer les phrases qui avaient donné lieu à l'application d'une peine disciplinaire.

M. Lockroy a ajouté qu'il n'acceptait pas le sens donné à ses paroles par M. le comte Rampon et qu'il n'était l'ennemi ni de la propriété, ni du commerce, ni de l'industrie; le comte Rampon s'est alors levé et a maintenu en termes énergiques sa protestation, puis l'incident a été clos.

On en est revenu à la discussion des impôts nouveaux. M. Pascal Duprat a proposé l'impôt sur le capital, qu'il regarde comme absolument équitable, comme existant en principe dans plusieurs taxes déjà en vigueur et comme prati-

qué dans plusieurs états européens; M. Wolowski a réfuté les arguments présentés par M. Pascal Duprat et a déclaré qu'il ne fallait pas toucher au capital; M. Godin a soutenu M. Pascal Duprat et a été à son tour combattu par M. Flottard.

Le contre-projet a été repoussé; les membres de l'extrême gauche ont seuls voté pour.

MM. Rouvier et Rouveure n'ont pas été plus heureux dans leurs propositions, qui ont été rejetées.

Les derniers avis d'Alsace-Lorraine confirment les résultats des élections, qui ont été un triomphe éclatant pour le catholicisme et pour la France, deux causes qui sont plus que jamais indissolublement unies. A défaut d'autres preuves, l'attitude de nos ennemis suffirait pour le démontrer. Défendre, l'une, c'est servir l'autre et les admirables populations alsaciennes ne s'y sont point trompées; elles ont compris qu'elles ne pouvaient mieux affirmer leur patriotisme et leur répulsion pour l'empire allemand, qu'en envoyant au Reichstag des prélats, des prêtres et des catholiques amis de la France. Honneur à elles et puisse leur conduite servir d'enseignement à nos radicaux.

M. de Bismarck poursuit son œuvre. Il a fait arrêter hier matin à cinq heures l'archevêque de Posen, le courageux Mgr Ledockwsky. Le prélat a été dirigé sur Ostrow.

P.-S. — Le maréchal Mac-Mahon a visité, cette après-midi, le tribunal de Commerce de la Seine. Répondant à une allocution du président du tribunal, le maréchal a nettement affirmé le septennat (Voir aux dernières nouvelles).

M. le comte Rampon a plus de bon vouloir que de logique. Il est monté à la tribune pour faire, après coup, sa protestation contre la harangue économique de M. Lockroy.

« Nous voulons que le pays sache qu'il y a un abîme entre ceux qui propagent de pareilles doctrines et les hommes comme nous qui veulent fonder la République. »

C'est honnête, et toute la droite applaudit.

Mais s'il y a un abîme, comment est-il comblé?

La République est la République. Comment M. le comte Rampon distingue-t-il sa République de la République de M. Lockroy.

Chacun d'eux se fait sa République. Quelle est la vraie République? La mienne, dit l'un, la mienne dit l'autre. Question de goût et de fantaisie.

La République de M. Lockroy donne le frisson à M. Rampon. En quoi la République de M. Rampon donnerait-elle satisfaction à M. Lockroy?

Dès qu'entre eux il n'y a pas d'arbitre chacun est maître de sa préférence.

En philosophie, ceci s'appelle le doute universel; en politique, c'est l'anarchie indéfinie.

Patriotisme radical.

Nous avons bien souvent répété que, en dépit de tous leurs chants guerriers et de toutes leurs fanfares patriotiques, les radicaux n'étaient pas des ennemis obstinés de la Prusse et de la politique de M. de Bismarck, et qu'ils seraient, en définitive, assez disposés à faire, sur certaines questions et à un moment donné, un accord avec le chancelier impérial. Bien souvent aussi, quand nous disions cette vérité, on nous a accusés d'exagération, de parti-pris, on nous a reproché de faire les radicaux beaucoup plus rouges ou beaucoup plus noirs qu'ils ne le sont en effet. Aujourd'hui cependant, ces mêmes radicaux viennent eux-mêmes, et d'eux-mêmes, sans y être contraints ou même incités, donner la preuve de ce que nous avançons, et montrer qu'à la domination de leurs adversaires français ils préféreraient la domination de nos adversaires étrangers.

Cet aveu intéressant se trouve dans un article publié avant-hier par la République française, et dont le ton est calme, mesuré, réfléchi, dans un article enfin qui sent plus l'étude et la perfection d'une revue philosophique que la rapidité et l'imprévu d'un journal politique quotidien, et où cependant on peut lire, en toutes lettres, les lignes que voici :

« Il est un reproche bien connu et qui consiste à représenter les autorités de la confédération helvétique comme aveuglément soumises, dans leur lutte contre l'ultramontanisme, aux suggestions de M. de Bismarck, le tout-puissant chancelier de la nouvelle Allemagne. Ce reproche, fut-il fondé, ne nous empêche pas, nous devons le dire, de comprendre et d'approuver la conduite des autorités fédérales. »

Il nous paraît qu'on peut être déjà charmé de ce petit morceau, où ces brillants défenseurs de l'indépendance des peuples, et notamment de l'Helvétie, cette République-sœur, déclarent comprendre et approuver la soumission de la liberté suisse au despotisme allemand. Mais enfin, cela ne nous concerne pas spécialement, et peut-être, en conseillant à la Suisse l'obéissance aux ordres de Berlin, réserve-t-on pour la France l'honneur contraire d'y résister glorieusement. Non ! Il n'en est rien, et les radicaux prêchent la conciliation à l'égard de la Prusse tout aussi bien aux habitants de Paris qu'à ceux de Berne ou de Genève.

Voici, en effet, ce qu'on lit dans le même article de la République française :

« C'est une des grandes habiletés de l'ultramontanisme que de se présenter à l'Europe comme la victime désignée de la colère d'un homme d'Etat dont la toute-puissance est, à l'heure présente, un si juste sujet d'anxiété pour le monde. Nous n'ignorons même pas qu'il y a des politiques, appartenant à une certaine école de diplomatie, qui s'en vont répétant que l'agitation ultramontaine créant partout des ennemis à la puissance qui est aujourd'hui la

claf de la voûte du nouvel Etat européen, il serait peut-être sage de laisser se former partout, sous l'influence et la direction des ultramontains, une grande ligue de mécontents dont il serait possible de tirer parti à un moment donné. Cette politique n'est point la nôtre. L'ultramontanisme ne saurait nous avoir pour alliés et nous sommes bien près de penser que TOUT VAUT MIEUX que son alliance. »

Tout vaut mieux que son alliance ! C'est-à-dire, en termes aussi nets et aussi clairs que possible, c'est-à-dire que l'alliance et l'entente avec la Prusse vaut mieux, pour les radicaux, que l'alliance et l'entente avec les catholiques français; c'est-à-dire qu'on préférerait, dans le camp de M. Gambetta, la domination de M. de Bismarck à celle des catholiques français; c'est-à-dire, et pour bien définir les choses par un exemple, que si, quelque jour, M. Gambetta se trouvait, comme il aurait pu lui arriver en 1870, à Orléans, s'il avait eu le courage d'y aller, entre un représentant de M. de Bismarck et Mgr. Dupanloup, M. Gambetta prendrait parti pour l'officier de M. de Bismarck... car « tout vaut mieux » que l'alliance des catholiques.

Tout cela, d'ailleurs, ne nous surprend pas, et, comme nous le rappellerons en commençant, nous n'avons jamais douté des sentiments des radicaux sur ce point.

Depuis la Commune, où nous avons vu la queue du radicalisme si notablement en bons termes avec les Prussiens qui occupaient encore les environs de Paris, depuis ces jours plus rapprochés encore où nous avons vu la tête de ce parti se montrer si agressive contre les conservateurs catholiques de France, si douce à l'égard des prétendus libéraux protestants de Prusse, nous avons toujours cru que M. Gambetta pensait... ce qu'il dit aujourd'hui. On doit reconnaître, il est vrai, que telle n'a pas été toujours sa façon de parler et d'agir, et qu'après le 4 septembre, quand il avait intérêt à faire étalage de patriotisme, il acceptait volontiers l'appui des soldats catholiques et ne s'en allait pas criant : « Tout vaut mieux que l'épée de Charrette et de Cathelineau. » Mais quoi ! La fièvre patriotique est un peu calmée; M. Gambetta songe que peut-être un jour, dans un temps de paix avec l'étranger, il pourra devenir encore le chef de la France, et il veut se ménager pour ce moment-là la bienveillance de M. de Bismarck. Il se souvient encore de tout le dédain intime que lui a témoigné, de toutes les rebuffades personnelles que lui a infligées, pendant cinq mois, le puissant ministre allemand, et il estime, dans son for intérieur, qu'il vaut mieux être bien que mal avec lui.

Nous pourrions peut-être ne pas insister davantage sur les déclarations que nous venons de signaler et qui suffisent à bien démontrer ce qu'est, à l'extérieur comme à l'intérieur, ce parti radi-

cal que nous combattons avec tant de persistance, et, on le voit aujourd'hui, avec tant de justice.

« Cependant, comme nous voulons avec lui pousser les choses jusqu'au bout, l'emporter plus encore par le raisonnement que par le sentiment, et chercher nos arguments dans la vérité plus que dans le patriotisme, nous lui demandons comment il peut, en présence du despotisme religieux de la Prusse et de la persécution suisse, comment il peut écrire les lignes que voici : « Que dit l'ultramontanisme ? Que la Révolution, c'est-à-dire la liberté de conscience, la liberté de la presse, l'égalité devant la loi, le principe du droit moderne, que tout cela c'est le mal et qu'il faut en finir avec ces dangereuses erreurs. » Où le journal de M. Gambetta a-t-il vu que le catholicisme regardait comme de dangereuses erreurs, l'égalité devant la loi, la liberté de conscience, etc... ? Nous n'en savons rien; mais ce que nous savons, c'est que le système aujourd'hui en vigueur dans les provinces helvétiques est cent fois plus despotique que ne le fut jamais l'ancien régime, c'est qu'il y règne la forme la plus aiguë de la tyrannie religieuse, c'est qu'enfin, en Prusse, on n'est point arrivé du tout à faire triompher la liberté de l'Eglise et de l'Etat, mais bien, et tout simplement, à établir une Eglise prussienne dominante et exclusive. »

Quand donc M. Gambetta prend parti pour le protestantisme, suisse ou allemand, contre le catholicisme français, il prend parti, non pas pour la liberté contre le despotisme, mais pour les étrangers qu'il a besoin de flatter, contre ses concitoyens qu'il redoute et auxquels il porte envie et haine.

En résumé, tout est bien changé en France depuis le temps de la première Révolution et depuis ceux de la Restauration. A ces époques-là, on accusait les royalistes d'être les amis de Pitt et de Cobourg, on leur reprochait amèrement et aussi injustement d'être rentrés en France dans les fourgons de l'étranger; aujourd'hui, M. Gambetta est l'ami de lord John Russel organisant le meeting protestant de Saint-James-Hall, il a des sourires bienveillants pour M. de Bismarck persécutant les catholiques; ce sont là les Pitt et les Cobourg modernes avec lesquels frayent bien volontiers nos modernes républicains, et, quand on le voudra, M. Gambetta, pour compléter l'illusion, s'en ira volontiers dans un wagon prussien s'entendre avec M. de Bismarck sur la meilleure façon de dompter le cléricisme. (Patrie.)

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 3 février, A Versailles et à Paris, on s'occupe beaucoup des élections qui viennent d'avoir lieu dans l'Alsace-Lorraine, où nos anciens compatriotes viennent de donner un si admirable exemple d'indépendance et de courage, nos évêques et le clergé sont à la tête de cette énergique protestation. Il n'est pas douteux que la position des députés als-

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 5 FÉVRIER 1874

MARI DE LAURENCE

Par M^{me} Claire de CHANDENEUX

DEUXIEME PARTIE. — *Drame.*

Le comte Otto Kottgerber étendit ses longues jambes devant le feu splendide qui jetait des gerbes de leur ardeur sur les somptuosités de son appartement.

C'était une fort belle chambre que celle du comte Otto, la plus belle de l'hôtel, depuis que celle de la pauvre Laurence avait été condamnée.

L'intendant de M. Liemann était même étrangement scandalisé de la complaisance avec laquelle celui-ci avait offert la plus agréable pièce de sa maison à un étranger, en se réservant un appartement plus modeste.

Ce n'est pas qu'il eût à se plaindre des manières de cet étranger, qui était suffisamment poli avec ses inférieurs et même disposé à la générosité envers eux; mais enfin, il lui paraissait assez inconvenant que le nouveau venu fit si peu de difficultés pour s'installer en maître.

Ce soir-là — il était neuf heures envi-

ron — le comte Kottgerber semblait impatient et consultait fréquemment la pendule. Quoique la cheminée fût richement garnie de candélabres et de flambeaux, il lui avait plu de laisser la lumière du foyer éclairer seule sa chambre.

Ce fut la remarque que M. Liemann fit en entrant :

— Vous êtes sans lumière ! dit-il avec étonnement.

— Sans lumière !... ricana le comte en se retournant au bruit; êtes-vous donc si désireux de lumière que cela ?

M. Liemann, sans répondre, prit au coin de la cheminée un fauteuil qu'on ne lui offrait pas.

— Eh bien ! reprit le Prussien, je suis, moi, grand amateur de cette demi-clarté, intermittente et capricieuse, qui tantôt s'élève avec la flamme et tantôt s'abaisse avec les tisons consumés.

— Oui, je sais que vous faites de la poésie à vos moments perdus, dit le banquier avec une pointe d'ironie.

— Cela me rappelle l'existence... mon existence même, passablement ballottée, tourmentée... s'élevant au souffle de la prospérité, s'éteignant à demi sous les revers les plus acharnés... toujours vivante cependant et prête à se ranimer, tenez... comme cette étincelle toute rouge qui grandit là... à gauche... et redevient une belle langue de feu. Vous le voyez, hein ?... C'est ma vie, vous dis-je.

M. Liemann haussa légèrement les épaules.

Mon pauvre ami, continua paisiblement l'homme de l'étranger, vous n'avez pas l'esprit tourné vers ces jolies choses imaginées qui font la joie des penseurs. Je le regrette. Cela enlève à nos fréquents tête à tête un charme qu'ils pourraient avoir, si cette heureuse faculté, l'imagination, vous avait été accordée comme à moi.

— Votre imagination vous fait voir une foule de billevesées qui ne sont pas exécutoires. Pourquoi voulez-vous que je regrette de n'en pas être doué ?

— Vous avez tort, Liemann, grand tort de traiter avec tant de dédain ce qu'il vous plaît d'appeler mes billevesées.

— Pourquoi ? Ne faut-il pas, pour vous complaire, que je forme avec vous des rêves inutiles ou insensés ?

— Si les rêves que vous ne voulez pas partager sont insensés, c'est à nous de les rendre pratiques. Quant à être inutiles, vous savez bien le contraire.

— Je vous jure que non. Pour ma part, je ne trouve aucune utilité à vouloir changer la manière de vivre que vous avez trouvée bonne jusqu'ici, pour en adopter une autre qui mettra le désordre dans notre intérieur.

— Vous n'êtes pas poli pour la compagnie que je me veux me donner, mon cher, et si je ne vous savais un vrai banquier de Danube, e vous en voudrais de cette appréciation.

— Mais aussi, Kottgerber, quelle toie vous a prise ! N'êtes-vous pas heureux ou vous êtes ?

— Si heureux que je veux partager ce bonheur avec quelqu'un pour en doubler la douceur.

— Vous ne savez pas ce dont vous parlez.

— C'est pourquoi je désire en parler par expérience.

— Vous n'avez pas besoin d'une dot, diable ?

— Non... ah ! non... sourit le Prussien, votre générosité, mon ami, me permet de ne pas rechercher la fortune dans le mariage.

— Ma générosité, répéta le banquier avec un mouvement brusque.

— Là... là... Si votre modestie s'effarouche de cette épithète, je consens à la modifier... Disons plutôt votre bon sens pratique.

— Eh ! laissez cela, s'écria M. Liemann en se levant. Vous avez de l'argent, n'est-ce pas ?... tout l'argent qu'il vous est nécessaire ? Je ne vois guère de fantaisies que vous puissiez vous accorder, et tout cela ne vous suffit pas ?

— Vous exagérez. J'ai de l'aisance, du confortable, toutes les apparences de la fortune, enfin; mais vous savez bien, cher, que je ne me permettrais pas des folies ruineuses.

— Permettez-vous des folies, si vous y avez goût, Otto, mais ne parlez plus d'amener une femme dans cette maison.

Le Prussien se renversa sur le dos de son fauteuil avec une mine de commisération qui eût été comique si l'on n'avait senti la tyrannie de la bête fauve derrière la grimace du singe.

— Vous êtes trop sensible... Liemann... en vérité, trop sensible. Vous redoutez des souvenirs et des comparaisons possibles avec des terreurs de petite maîtresse.

— Je ne redoute pas, je combats des projets ridicules.

— Vous avez raison de ne pas redouter, rien ne ressemblant moins à votre regrette Laurence que la compagne que je me suis choisie.

— Oh ! vous me rendrez lou exclama le banquier en reculant.

Puis, il se rapprocha avec vivacité de la cheminée, y prit un flambeau et alluma les deux bougies.

Quand la clarté se répandit subitement dans tous les coins de la chambre, il parut respirer plus à l'aise.

M. Kottgerber ne changea rien à son attitude.

— Vous dites mes projets « ridicules. » Voilà un bien gros mot pour la chose la plus naturelle du monde.

— La plus naturelle... votre mariage, s'écria M. Liemann l...

— Et pourquoi non. Ne suis-je pas de bonne maison, encore jeune, dans l'aisance, favorisé de votre précieuse amitié et assuré de trouver chez vous, toujours, à toute heure, en quelque occasion que ce soit, aide et protection ? (A suivre.)